

Négociation COG 2021 2025



Jamais négociation COG n'aura fait l'objet d'aussi peu d'informations de la part de nos employeurs.

Pourtant c'est l'avenir de 15 000 employés et cadres qui est en jeu. Et de 5,5 millions de ressortissants !

Lors de l'INC du 4 juin 2021 des informations ont été transmises, confirmant ce qui circulait dans le réseau :

La négociation sur les moyens vient tout juste de commencer, avec la question des ETP. Suivront ensuite la masse salariale, les moyens matériels, etc...

L'Etat demande la suppression de 1475 ETP (équivalent temps plein) soit près de 10 % du personnel.

La MSA propose 600 suppressions d'ETP dans les services de production pour les affecter dans des activités sur les territoires dont 200 en Maison France service, 80 en Service social, 70 pour la santé dans les territoires. Ce transfert d'activités entrainera donc une faiblesse du rôle premier de la MSA qui est la protection sociale.

Ces positionnements laissent craindre **la double peine pour le personnel de la MSA** : suppression d'ETP à la demande de l'Etat et suppressions de postes pour des actions sur les territoires !

Et si on écoute la FNEMSA qui a présenté un bilan globalement positif des dernières mutualisations de nouvelles réorganisations sont à craindre.

Les salariés en ont assez des changements de postes imposés, sans aucune reconnaissance, avec un pouvoir d'achat qui baisse chaque année du fait du blocage des salaires.

Comment peut-on envisager de nouvelles suppressions des effectifs alors que la situation sociale se dégrade fortement renforçant la nécessité du maintien des moyens de la MSA ?

Pour la CGT, atteindre les objectifs que s'est fixé la MSA nécessite :

- **-l'arrêt des suppressions d'ETP, l'augmentation des effectifs par la titularisation des CDD,**
- **-le maintien de tous les sites,**
- **-l'augmentation de la valeur du point pour permettre de rattraper le pouvoir d'achat perdu depuis de nombreuses années.**

La dernière augmentation (0,4%) date de septembre 2017. L'inflation s'amplifie depuis quelques mois du fait de la crise sanitaire.